

VILLE DE BILLY-MONTIGNY

L'an deux mille vingt-quatre, le 27 NOVEMBRE à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 21 NOVEMBRE 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

Arrondissement de Lens

Etaient présents :

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, P. PECQUEUR, M. J. ROLLAND, Adjoints au maire
Mmes F. BRIKI, N. MEGUEULLE, L. AVIT, M. BREBION, Adjointes au Maire
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, T. MOREAU, M. C DELAMBRE, M. WATERLOT, Conseillères Municipales
MM. Y. GAUER, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, R. KRZYZANIAK, Conseillers Municipaux

Excusés :

M. M. MONNIER (pvr à M. TRONI), Adjoint
Mmes L. VERIN (pvr à M.me MEGUEULLE), L. LOOR (pvr à J. ROLLAND), A. FOULON (pvr à P. CANIVEZ), M. R. DEWASMES (pvr à Mme BIESZCZAD-DIANE), M. M. BAUDERLIQUE (pvr à M. GAUER), Conseillers municipaux.

Absents : MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, M. LALOUETTE, Conseillers Municipaux

Secrétaire de Séance : Mme M.C DELAMBRE

DEL N° 24-58 : Acceptation de charge liée à l'extinction de la créance et la reprise de la provision des entreprises VALORM et GETRAP

En 2016, la Cour d'Appel de DOUAI, a condamné in solidum les sociétés GETRAP et VALORM à payer à la commune de Billy-Montigny, la somme de 2 956 000.00 € de dommages et intérêts pour d'une part l'occupation illégale du terri n° 104 et d'autre part, la réparation du préjudice résultant du coût de remise en état des terrains et leur dépollution.

La commune a donc émis les titres de recettes correspondants à ces indemnités.

Par jugement en date du 16 septembre 2016, les deux sociétés ont été placées en redressement judiciaire. En vertu du principe de sincérité et de prudence, la commune suite à la délibération prise le 07 décembre 2016, a donc constitué une provision pour dépréciation de ses actifs circulants (provision pour créance douteuse) d'un montant de 2 956 000.00 €.

Les 7 décembre 2022 et 29 novembre 2023, le tribunal de commerce d'Arras a prononcé la clôture de la procédure de liquidation de ces deux sociétés pour insuffisance d'actif. Ces jugements rendent définitivement irrécouvrables ces créances éteintes.

Nom du débiteur	Total débiteur à annuler	Motifs extinction de créance	date d'effet	Date de transmission à l'ordonnateur	Ex	N° de pièce	Objet du titre	Frais à annuler par le comptable	RAR	Montant à annuler par l'ordonnateur
21000-BUDGET PRINCIPAL										
GETRAP	41 322,40 €	CPIA	06/12/23	15/01/24	2016	T189	Indemnités d'occupation mensuelle		41 322,40 €	41 322,40 €
VALORM ET GETRAP	2 905 730,58 €	CPIA	06/12/23	15/01/24	2016	T190	enlèvement installations		2 890 000,00 €	2 890 000,00 €
						T191	Expertise M. SEVEQUE		11 730,58 €	11 730,58 €
						T192	Article 700 du code de Procédure civile		4 000,00 €	4 000,00 €
VALORM	1 342,56 €	CPIA	14/12/22	15/01/24	2016	T417	location terrain communal décembre 2016		519,93 €	519,93 €
						T277	location terrain communal août 2016		519,93 €	519,93 €
						T218	location terrain communal juillet 2016		302,70 €	302,70 €

Les créances éteintes sont des créances qui restent valides mais dont l'irrecouvrabilité résulte d'une décision juridique définitive qui s'impose à la collectivité et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, A L'UNANIMITE,

- De proposer l'admission en non-valeur de ces titres dont le montant total s'élève à 2 948 395.54 euros qui s'avèrent irrécouvrables pour la commune suite à ces décisions,
- D'autoriser la reprise de la provision pour créances

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du :

A BILLY-MONTIGNY, le

Le Maire,

B. TRONI